

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1198 du 20 mai 2014 | www.libres.org
1981-2014 | 33ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



Une campagne pitoyable

Une campagne pitoyable débouchera sur un scrutin ridicule.

On savait la classe politique française en panne d'idées, et en manque d'élémentaires connaissances économiques et sociales. Elle a affiché durant cette campagne électorale un vide intellectuel sidéral, ânonnant des slogans éculés et ignorant toute réalité. Passe encore pour le Parti Socialiste, prisonnier de la vulgate marxiste, et pas encore familier avec la « boîte à outils » sociale démocrate que certains de ses dirigeants prétendent avoir découverte. Mais on attendait quelque souffle, quelque innovation de la part de l'opposition.

Au sein de cette opposition Madame Le Pen, bien instruite par ses conseillers gauchistes, répète avec talent le

credo nationaliste et socialiste et exploite avec passion son fonds de commerce xénophobe. Je ne vois rien de nouveau dans son discours souverainiste et populiste. Mais que dire des autres composantes de l'opposition ? Les interventions des officiels de l'UMP sont déroutantes : il nous faut une Europe de la réussite et de l'efficacité (bravo !) Comment ? Par une véritable politique industrielle, par la création de « champions », ces grands groupes européens capables de compétitivité (Hollande parle à leur sujet des Airbus qu'il nous faut), par le patriotisme économique, par le contrôle des banques et de la finance, par la bataille pour les énergies nouvelles, etc. C'est du copier-coller des discours élyséens, c'est beau comme du Montebourg. >>

SOMMAIRE DU N°1198

- EDITORIAL :** Une campagne pitoyable pp. 1-2
CONJONCTURE : Euro fort ou France faible ? pp. 3-4
ACTUALITES : Ou le millefeuille devient millepertuis p. 4 - Les décrets Montebourg p. 5 - Les Suisses massivement opposés au principe du SMIC p. 5
QUELLE EUROPE ? : pp. 6-7
L'AGENDA LIBERAL : p. 8

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Une campagne pitoyable (suite)

De plus, l'UMP doit gérer une fronde interne, avec des insoumis comme Guaino, qui nous ramène au gaullisme planificateur des années 1950, ou Wauquiez qui prêche contre le capitalisme et le libre échange. C'est dire que cette opposition qui entend prendre le pouvoir le plus tôt possible n'a aucune doctrine, aucune charpente. Elle a définitivement perdu, disent les pessimistes, ou pas encore trouvé, disent les optimistes, la moindre crédibilité.

« Une opposition sans doctrine européenne »

Un autre point d'harmonie entre tous ces propos de campagne est la responsabilité de l'euro dans les malheurs de la France, qu'il s'agisse de l'euro lui-même ou de sa gestion « ultra-libérale » (c'est-à-dire keynésienne). Un très large consensus se dégage aussi contre le dumping social et le dumping fiscal qui auraient été mis imprudemment en place par l'Europe, la circulaire Bolkestein, le « plombier polonais » ou le routier bulgare ont durablement marqué les esprits français.

Cela signifie que les vrais choix européens n'ont pas été abordés, faute de connaissances, faute de doctrine : la classe politique se complaît dans la promesse de mesures aussi démagogiques que décalées, ou dans les discours emphatiques sur la justice, le bonheur et la solidarité. Mais le rêve passe mal. Comment en serait-il autrement quand c'est depuis 1945 la même pensée unique qui guide les gouvernements de toutes tendances, quand le socialisme et le collectivisme ont conquis les esprits français fragilisés par plusieurs siècles d'étatisme et de centralisation ?

Les résultats du scrutin de dimanche m'apparaissent déjà ridicules. Ridicule le taux de participation, le premier parti de France sera une fois de plus celui des abstentionnistes, dont les uns n'attendaient déjà rien, tandis que d'autres n'ont pas compris quelle Europe on voulait leur faire avaler. La fracture entre société politique et société civile ne cesse de se creuser.

Mais ridicule aussi le nouvel échiquier des partis politiques. Avec 25 % des votes, mais 10 % des citoyens, le Front National peut-il passer pour un recours ? Peut-il mettre en place un protectionnisme hexagonal, avec des douaniers à la frontière allemande ? Peut-il interdire l'usage de l'euro pour imposer un franc (qu'il faudrait « faible » d'après la logique protectionniste mais « fort » dans la logique de l'honneur national). En réalité, les Frontistes et autres populistes européens continueront à encaisser les dividendes de la grogne et de la haine engendrées par les dirigeants politiques de leurs pays respectifs. Mais ce n'est sûrement pas un parti de gouvernement qui sortira de ce scrutin.

Hélas, ce n'est pas davantage du côté de l'UMP que l'on peut attendre le salut. Ce parti se déconsidère par ses luttes intestines et ses querelles de personnes. Son seul recours est Nicolas Sarkozy, mais il ne fait pas l'unanimité et comment en un or pur le vil plomb serait-il changé ? A l'Elysée de 1995 à 2012, le parti de la droite étatiste a été incapable d'amorcer la moindre réforme de nature à s'adapter au contexte mondialiste, à libérer l'esprit d'entreprise, à éliminer les privilèges.

Je me vois contraint de vous infliger, chers lecteurs, la conclusion habituelle : il n'y a d'issue au mal français que dans l'émergence d'une classe politique nouvelle acquise aux idées de la liberté. Mais le chemin vers la libération a deux préalables. D'une part, il faut que les Français, électeurs et contribuables, subissent une cure de désintoxication, puisqu'ils sont drogués à l'Etat Providence depuis plusieurs générations ; il est vrai que les injections massives d'impôts et de cotisations commencent à fatiguer les organismes. D'autre part, il faut que les Français soient enfin instruits des perspectives extraordinaires du libéralisme, qui ne s'ouvrent pas par l'intervention d'un homme ou d'un parti providentiel, mais par la volonté personnelle de créer et de vivre dans la dignité. Beaucoup de nos jeunes l'ont compris et s'en vont. Il est de notre devoir de lutter contre cette émigration, en enseignant et en pratiquant les vertus du libéralisme. Pour ce faire, nous devons nous rencontrer et nous entraider.

« Une nouvelle classe politique : comment ? »

Jacques Garello

EURO FORT OU FRANCE FAIBLE ?

Le thème de l'euro fort est un grand classique, qui refleurit régulièrement, particulièrement en période d'élections européennes. Pour la classe politique française, c'est un thème majeur : l'euro serait une des raisons des malheurs de la France. Il faut bien trouver un bouc émissaire. Certes, l'existence même de l'euro pose des problèmes. En outre, certains pays manipulent leur monnaie, contribuant à faire monter l'euro. Mais il n'en reste pas moins que c'est une préoccupation bien française et que la plupart de nos partenaires ne sont guère inquiets de la valeur de l'euro. Car nos problèmes viennent non de l'euro, mais de nous.

« Le niveau de l'euro est le même pour tous »

Les attaques de la classe politique française contre l'euro fort, y compris de nos ministres et du premier d'entre eux, sont un grand classique de la vie politique. Le cours actuel de l'euro serait artificiellement élevé et ce niveau entraînerait des conséquences dramatiques pour notre économie.

Il faut distinguer cette question de celle de l'existence même de l'euro. On peut légitimement avoir des réserves vis-à-vis de la création de l'euro, et les rédacteurs de cette Lettre ont toujours marqué leurs réserves vis-à-vis de la monnaie unique ; l'histoire a montré qu'avoir une seule monnaie pour 18 pays différents était un pari risqué. Choisir une monnaie commune, comme le proposait l'Angleterre, circulant en concurrence avec les monnaies nationales, aurait déjà été plus raisonnable. Les monopoles ne sont jamais bons.

Mais l'euro est là et si sortir de l'euro est un thème de discussion, on admettra qu'il était plus facile de ne pas monter dans l'avion (comme le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark) que d'en descendre en vol.

Restons sur le thème de l'euro fort. Est-il responsable des malheurs de la France ? Faut-il une « dévaluation compétitive » ? Cette préoccupation est bien française mais nos partenaires n'ont pas l'air de la partager. Aucun des principaux candidats à la présidence de la Commission européenne n'en a parlé, ou s'ils l'ont fait, comme Jean-Claude Juncker (PPE), c'est pour remarquer que « le niveau de l'euro est le même pour tous » et d'ajouter : « je déconseille vraiment de chercher ailleurs que chez soi les causes de ce qui résulte en partie de ses propres erreurs [...] Si la France traverse une période plus difficile que pour d'autres pays, les raisons doivent être trouvées en France, et non dans les taux de change ».

C'est quoi, un euro fort ?

Que signifie l'expression « euro fort » ? Depuis le nouveau système monétaire international, entré en vigueur le 1er avril 1978, nous sommes en changes flottants. C'est donc le marché, non les Etats, qui définit la valeur des monnaies. C'est un problème d'offre et de demande de devises, qui dépend des écarts d'inflation, des déséquilibres extérieurs, des anticipations, etc. Dans un vrai système de changes flottants, parler d'une monnaie trop forte ou trop faible n'a aucune signification. Le prix est ce qu'il est. Par nature, quand les conditions de fonctionnement d'un libre marché sont remplies (donc, s'il n'y a pas de manipulation), le prix est juste (« ajusté »). Mais les Etats ont du mal à laisser le marché fonctionner librement et interviennent souvent. Ils le font en fixant arbitrairement les niveaux des taux d'intérêt et, par exemple, la Réserve Fédérale aux Etats-Unis pratique des taux artificiellement bas, qui poussent les capitaux à se placer ailleurs. Ceux qui suggèrent à l'Europe d'en faire autant devraient expliquer comment réduire encore le taux directeur de la BCE, sauf à avoir des taux d'intérêt négatif, car il n'y a pratiquement plus d'écart entre taux européens et américains. Il est vrai également que le Japon fait tout pour affaiblir le yen, tandis que les Chinois, dont la monnaie n'est pas librement convertible, maintiennent le yuan à un niveau artificiellement bas. Autant de manipulations qui, à court terme, faussent les taux de change.

L'illusion des dévaluations compétitives

Certains de nos partenaires essaient ainsi d'affaiblir la valeur de leur monnaie, ce qui renchérit l'euro. Mais les « dévaluations compétitives », expression impropre puisqu'on est en changes flottants, n'ont jamais entraîné un redressement du commerce extérieur. Par exemple, le Franc a été dévalué plusieurs fois et son cours, au départ de 1 FR = 1 DM (en 1958) était tombé à 3,5 DM = 1 DM au moment de la création de l'euro (2001). Nous aurions dû avoir des excédents faramineux et l'Allemagne des déficits, mais c'est l'inverse qui s'est produit ! Les manipulations monétaires n'ont jamais durablement redressé une situation compromise et si certains de nos partenaires manipulent, à tort, leur monnaie, cela n'a guère amélioré leur situation. Copier les erreurs des autres ne fait pas une bonne politique et nous devons œuvrer pour que les Etats cessent d'essayer de manipuler les monnaies.

L'euro, depuis sa création, n'a cessé de fluctuer. Il a baissé pendant les trois premières années, se rapprochant de 0,8 dollar, puis a monté au-dessus de 1,60, avant de faire du yoyo entre 1,20 et 1,40. C'est supérieur au cours de départ, mais il est normal que les choses changent en 15 ans. >>

Au-delà des manipulations, il y a des raisons à la hausse du cours de l'euro par rapport à la plupart des autres devises : la zone euro est en excédent commercial, l'inflation y est très faible. Faut-il s'en inquiéter ?

Affaiblir l'euro ou affaiblir l'Etat ?

Affaiblir l'euro, ce serait lui donner une valeur artificielle et cela renchérirait nos importations ; or une partie de celles-ci, à commencer par le pétrole, est indispensable ; cela contribuerait à accélérer l'inflation ; certains le souhaitent, pour alléger la dette publique, mais c'est voler les épargnants. Ceux qui réclament un euro faible veulent-ils payer leur essence plus cher et voir leur pouvoir d'achat baisser quand ils vont à l'étranger ?

Ceux qui critiquent l'euro fort expliquent que cela freine nos exportations et contribue à réduire production et emploi. C'est oublier que la majorité de nos exportations se fait dans la zone euro, où la valeur de l'euro ne joue pas, puisque nous avons la même monnaie. Si nous sommes en déficit avec nos partenaires, c'est que nous ne sommes pas compétitifs ; pourquoi ne pas interroger nos prélèvements obligatoires, nos dépenses publiques, la rigidité du code du travail et du marché de l'emploi, la centralisation et l'hypertrophie de l'Etat ?

Pourquoi l'Allemagne, avec le même euro, a des excédents faramineux et exporte dans le monde entier ? On réussit si l'on est compétitif. La compétitivité peut être liée aux prix. Le poids des charges plombe notre compétitivité et l'affaiblissement de l'euro ne nous fera pas changer la donne sans réforme. La compétitivité, comme en Allemagne, peut être liée aux produits, à leur qualité, à leur forte valeur ajoutée. Pourquoi la France n'est-elle pas dans la course ? Nous sommes trop centrés sur la gamme moyenne : trop chers pour la compétitivité-prix, pas assez bons pour la compétitivité-produits. Croit-on compenser nos faiblesses par une monnaie artificiellement faible ?

Le mythe de l'euro fort nous empêche de voir nos propres faiblesses et nous entraîne sur une fausse piste. La France doit se réformer, en profondeur. Ce n'est pas l'euro fort le problème, c'est l'Etat obèse. Libérons la France du carcan étatique et laissons les monnaies fluctuer librement.

Jean Yves Naudet

Où le millefeuille devient millepertuis

La réforme territoriale vient à point nommé détendre la classe politique

Le millepertuis est une plante médicinale qui apporte détente et sérénité. Après la sévère défaite de la gauche aux municipales, après les tensions internes au PS, il fallait déplacer le débat sur la scène politique et écarter le risque d'un nouveau naufrage pour les élections cantonales et régionales. François Hollande a eu la riche idée d'annoncer une profonde réforme du millefeuille administratif, avec fusion des régions et disparition des départements. Comme ce chantier est important, il n'était pas question de l'achever dans l'année, de sorte que la majorité actuelle peut souffler jusqu'en 2017, encaissant peut-être un léger choc aux européennes, mais tenant bon l'hémicycle jusque là. Seul le Sénat donne quelque inquiétude.

C'est précisément du Sénat que naît l'opposition non seulement

aux réformes envisagées, mais au principe même des réformes. Les sénateurs sont élus par les édiles locaux et les grands électeurs. Ils sont donc très sensibles à ce qui remonte des préfectures, sous-préfectures, cantons et autres niveaux de l'administration.

La méthode utilisée ici est propre aux gouvernements français. Elle avait été bien maîtrisée avec Nicolas Sarkozy. Lorsque les dirigeants n'ont pas trouvé la moindre solution à des problèmes angoissants (comme le chômage), ou lorsqu'ils ont subi un échec cuisant (comme à propos du mariage pour tous), ils ont intérêt à lancer une initiative nouvelle, susceptible de faire l'effet d'une bombe. Voilà donc pour quelques semaines la détente et la sérénité revenues, les dégâts seront oubliés, effacés, et on passionnera les médias avec une annonce qui

occupera les esprits quelques jours.

La méthode fonctionne très bien dans un Etat Providence comme le nôtre. Comme il s'occupe de tout, tout est prétexte à annonce sensationnelle. Mais la méthode a ses limites, car il est des problèmes récurrents, et il faut au moins un an pour effacer un échec avant d'en essayer un autre. Tel est le cas de la réforme des retraites par exemple, ou de la grève des services publics, ou des mal logés, ou des rythmes et programmes scolaires. Tout l'art consiste donc à enchaîner les esquives.

De ce point de vue, la réforme territoriale est réellement une bonne médecine, à consommer avec modération sans doute, mais aussi avec une bonne pincée de cynisme et d'opportunisme.

Comment survivre en politique sans dircom ? ●

Les décrets Montebourg

Ce ministre veut-il ouvrir une guerre économique mondiale ?

Pour les socialistes au pouvoir, et en particulier pour le ministre de l'économie et du redressement productif, c'est bien l'étranger qui est la cause de la stagnation française. L'étranger est un concurrent déloyal dans les transactions commerciales. Il est aussi un prédateur dans les opérations boursières. Il n'est donc pas question que des investisseurs venus d'ailleurs viennent s'emparer de nos plus beaux fleurons industriels.

Pour Bruxelles, qui serait peut-être tenté de voir dans les décrets Montebourg des textes protectionnistes, notre ministre fait remarquer qu'il ne s'agit pas de fausser la concurrence ni le jeu du marché, mais d'empêcher les prédateurs de perturber l'« ordre public », de menacer la « sécurité publique » et la « défense nationale », trois domaines dans lesquels les Etats membres conser-

vent leur souveraineté d'après les traités européens. Il s'agit donc de lutter contre une ingérence dans des activités stratégiques et non de bloquer la libre circulation des capitaux. Ainsi, tout ce qui concerne les transports, les télécommunications, l'énergie, l'eau, la santé est-il réputé « stratégique » et ne peut se traiter suivant les seules lois du marché. D'ailleurs, en France, l'Etat n'a-t-il pas déjà la haute main sur ces secteurs ?

Pour l'instant, il est bien tôt pour savoir si la commission de Bruxelles (présidée par le très conciliant Michel Barnier) annulera les décrets en cause. Mais voici ce que l'on sait déjà :

1° Les investissements dans les entreprises françaises sont insuffisants, on vient de dissuader les étrangers d'investir chez nous ;

2° Tout investisseur qui reprend une affaire pense qu'il pourrait

tirer un meilleur parti de son exploitation ; c'est la logique de toute OPA, elle stimule la bonne gouvernance ;

3° Si la France se lance dans cette guerre économique, elle n'est pas la seule. Mais si les obstacles au libre échange se multiplient la crise s'aggravera, comme dans les années 1930 ;

4° Fort heureusement, l'économie n'est plus « géopolitique » et la localisation des entreprises n'a plus grande importance. Aussi, les sociétés du CAC 40 peuvent-elles quitter le sol national, emportant avec elles non pas des équipements, mais des hommes de qualité.

A-t-on conscience de tout cela en « haut lieu » ? Ce qui manque peut-être c'est un ministre du redressement intellectuel. •

Les Suisses massivement opposés au principe du SMIC

Les autorités fédérales proposaient pourtant 3.300 euros par mois !

Ce sont 76 % des électeurs suisses qui ont dit non aux autorités de Berne qui voulaient instaurer un SMIC presque triple de celui qui existe en France. Ils sont fous, ces Helvètes !

Non, ils ne sont pas fous, parce qu'ils ont immédiatement compris les pièges de cette proposition. Ce n'est pas le montant du SMIC qu'ils ont rejeté, mais son principe même.

D'une part, le coût de la main d'œuvre déraperait rapidement, car l'éventail des salaires serait déplacé vers le haut (première hypothèse) ou se refermerait, pénalisant le travail hautement qualifié

qui fait la qualité des produits suisses (deuxième hypothèse).

Dans tous les cas, la compétitivité de l'industrie suisse (dont la part dans le PIB est très supérieure à celle des banques et établissements financiers) serait menacée.

D'autre part, le SMIC, quel que soit son niveau, constitue toujours une barrière à l'entrée sur le marché du travail et crée ainsi un chômage massif pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, ou les personnes qui reprennent un emploi après un arrêt prolongé (travail féminin en particulier).

Enfin, et non le moindre, les Suisses sont attachés à la liberté

économique. Ils croient au contrat de travail et rejettent toute législation imposant les clauses du contrat, qu'il s'agisse de la rémunération ou de la durée du contrat, ou du temps et des horaires du travail, ou de la pénibilité ; seules des règles d'hygiène et de sécurité peuvent faire l'objet de dispositions publiques.

Au passage, rappelons que les Suisses déplorent que l'euro soit trop faible. Le Franc Suisse est trop fort et peut dissuader les clients et les touristes. Mais on avisera...

... il n'y a pas le feu au lac. •

Quelle Europe ?

Or donc, je doute que la campagne prenne cette semaine en France un tour réellement européen. Mais ce ne sera pas le cas pour des électeurs d'autres pays, qui vont envoyer au Parlement des élus en mesure de faire des choix sur l'avenir de l'Europe. Peu ou prou les députés français seront obligés de se ranger dans l'un des camps qui vont s'affronter. Quels camps, quels affrontements ?

Jacques Garello

Cinq camps ?

A l'heure présente, il y a cinq candidats à la présidence de la Commission Européenne en juin. Conformément au traité de Lisbonne, le Conseil fera le choix du président et le Parlement l'investira (ce sera la première fois). Le Luxembourgeois Jean Claude Juncker sera le candidat du PPE (Parti Populaire Européen). Il incarne l'Europe traditionnelle et a les voix des conservateurs. Il est prêt à donner des gages au Parlement pour obtenir sa majorité. Avec lui, l'Europe continuera sa marche vers l'ambiguïté et la bureaucratie.

L'Allemand Martin Schulz, actuellement président du Parlement, sera le candidat de la gauche sociale-démocrate PSE (Parti Socialiste Européen). Il incarne l'Europe des politiques communes, des syndicats et des relances budgétaires. Mais il devra sans doute passer par les fourches caudines du Grec Alexis Tsipras (Parti de la Gauche Européenne), leader des communistes nostalgiques des dictatures passées.

Le Belge Guy Verhofstadt (Alliance Démocratique et Libérale pour l'Europe) pourrait rallier les voix « centristes » et « libérales », c'est à dire les voix de ceux qui trouvent que l'Europe en fait déjà trop et veulent résister à la démagogie des Parlementaires qui en veulent toujours plus. Les Anglais, quelques Allemands, Autrichiens et Polonais, pourraient lui apporter leurs suffrages.

La question du cinquième camp, celui des Verts, est ouverte. A l'issue d'une consultation par Internet, un duo composé de José Bové et Franziska Keller (Allemande) se présentera aux suffrages. C'est ensuite le Parlement qui aura éventuellement à trancher. Cependant les Verts ont essuyé des revers électoraux importants (notamment en France) au cours de la plupart des dernières consultations électorales.

Les pouvoirs du Parlement : le budget européen

C'est en fait l'un des grands points d'affrontement. Une grande majorité des futurs élus va hurler avec les loups et dénoncer le « déficit démocratique » de l'Europe. Pourquoi les citoyens européens n'ont-ils pas la parole à travers leurs représentants élus, alors que le pouvoir effectif est entre les mains de commissaires dont la nomination échappe aux peuples et demeure l'affaire de politiciens et de technocrates ?

Or, il n'est pas d'Assemblée puissante sans moyens financiers. Le Parlement devrait donc accéder à une véritable autonomie budgétaire et, pour ce faire, lever des impôts européens. Toute politique structurelle, industrielle, agricole, sociale, dépend des aides européennes, mais sans budget, pas d'aide véritable.

Aujourd'hui, ce sont les Etats membres de l'Union qui alimentent le budget avec une partie des impôts nationaux. C'est ce que l'on appelle le « fédéralisme fiscal » (Milton Friedman et Dwight Lee) et c'est une sage précaution. C'est de cette façon que l'Angleterre de Margaret Thatcher avait mis fin aux dérives de la Politique Agricole Commune, représentant jusqu'à 70 % des dépenses européennes. Livré à lui-même, le Parlement se hâterait de lever ses propres impôts. La machine à redistribuer l'argent des contribuables fonctionnerait à fond. Quant au « déficit démocratique », il n'est sûrement pas comblé par de nouveaux pouvoirs aux parlementaires européens. Les citoyens contribuables ont déjà bien du mal à contrôler leurs élus locaux et nationaux, ils sont bien incapables de demander des comptes à des gens qu'ils ne connaissent pas.



Ce dessin de Miège a été reproduit avec l'autorisation de "Contribuables associés". Nous les en remercions.

Le patriotisme européen

La tentation protectionniste guette l'Europe depuis le début. Elle s'est parfaitement exprimée avec la Politique Agricole Commune, faisant de l'Europe une chasse gardée pour les paysans européens. Elle avait été abandonnée dans le domaine de l'industrie et des services, mais la crise l'a réveillée dans de nombreux

pays du Sud, qui se sont rangés derrière la France. Le patriotisme économique, l'accusation de dumping social ou fiscal pratiqué par les concurrents étrangers, le décret Montebourg, ont le vent en poupe.

Cette question est cruciale aujourd'hui, parce que des négociations sont en cours avec les représentants de l'ALENA (Accord de Libre Echange du Nord de l'Amérique) en vue de lever les très nombreux obstacles à une saine concurrence dans les échanges entre l'Europe et le Canada, les USA et le Mexique. Les obstacles les plus fréquents sont les références aux normes, qu'elles soient sanitaires, environnementales, techniques.

La même difficulté naît dans les relations avec le reste du monde, et en particulier avec la Chine devenue cette année le premier exportateur mondial. Le rejet européen des panneaux capteurs d'énergie solaire a déclenché une riposte chinoise: ils n'admettraient plus la fabrication d'automobiles européennes sur leur sol.

Beaucoup de dirigeants imaginent que le protectionnisme est plus facile à organiser au niveau européen qu'au niveau national. C'est évidemment une erreur, puisque biens et services circulent librement à l'intérieur de l'Union ; ou alors, il faudrait rétablir les frontières douanières à l'intérieur de l'Union.

Ainsi, à l'heure de la mondialisation, et alors que la concurrence commerciale dans la zone pacifique a été totalement rétablie, il est anachronique de maintenir le protectionnisme dans la zone atlantique. Encore faut-il en convaincre les partisans du « made in France »...

La sécurité européenne

Elle a une double dimension : traditionnelle pour se prémunir contre les agressions territoriales d'autres pays, et nouvelle pour lutter contre le terrorisme mondial inspiré par les luttes religieuses ou idéologiques. Les Etats membres arrivent assez bien à coordonner leurs efforts contre le terrorisme, même si les résultats sont mitigés, compte tenu de la difficulté de cette lutte. La dimension traditionnelle reprend de l'importance avec l'impérialisme du Kremlin, qui a laissé les Etats de l'Union désemparés dans l'affaire ukrainienne.

Les Européens doivent faire un constat : les interventions de l'ONU devenant de moins en moins probantes, compte tenu du blocage des Russes et des Chinois au sein du Conseil de Sécurité, la seule force armée organisée au niveau transnational est celle de l'OTAN. Mais ici « atlantistes » et anti-Américains s'affrontent. L'affaire d'Irak, puis d'Afghanistan, puis les vagues hésitations d'Obama ont jeté quelque discrédit sur les interventions américaines, même appuyées par d'autres gouvernements (comme Britanniques ou français). La dernière intervention de l'OTAN en Europe a été pour régler l'affaire de Bosnie et du Kosovo. Mais les Européens se trouvent divisés face aux menaces de la Russie sur la Géorgie, les pays caucasiens, voire même les pays baltes, et sur le jeu de Moscou au Moyen Orient. On mesure ici l'illusion d'une diplomatie européenne. L'Europe s'est donnée une voix unique, celle de Madame Ashton, Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Sécurité, mais cette voix ne peut émettre aucun son.

L'élargissement de l'Union à 27 Pays a été un facteur de paix et de compréhension mais aussi un obstacle à des interventions de sécurité. Afin de réduire les dépenses, les Etats de l'Union ont coupé tous les budgets militaires, et ce pour plusieurs années. Le seul recours possible demeure donc celui de l'OTAN. Les frontaliers de la Russie y demeurent très attachés, tandis que les Européens du Sud sont moins « Occidentaux ».

Confédération européenne ?

Prenant exemple sur la naissance des Etats Unis d'Amérique, les Européens pourraient s'unir pour les problèmes de sécurité intérieure et extérieure. Cela implique une compétence politique, mais dans le seul domaine de la défense et de la sécurité. Un tel abandon de souveraineté peut avoir pour contrepartie le principe du droit de sécession, chaque Etat membre ayant la possibilité de se retirer de l'Union dans des conditions définies avec précision (par exemple à la suite d'un referendum avec une majorité qualifiée). L'Europe se donnerait alors les règles d'une confédération.

Le paradoxe c'est que, depuis le traité de Nice, l'Union Européenne a renoncé à la règle de l'unanimité pour instaurer des décisions à la majorité qualifiée mais uniquement dans des domaines qui ne sont pas régaliens et qu'aucune majorité qualifiée ne lui permet aujourd'hui d'assurer sa propre défense. Cette incongruité vient de ce que l'on ne s'est jamais posé la question du pouvoir européen, de son éventuelle légitimité, de ses limites. Il en est ainsi parce qu'on ne s'est jamais fixé sur la façon dont l'Europe pouvait et devait évoluer.

Ce ne sont pas les discours de cette campagne qui auront abordé le sujet. Quelle Europe ? La question est toujours ouverte, et dangereusement. Si on commençait par consolider l'Europe de la liberté au lieu de multiplier les professionnels de l'Europe intégrée, on pourrait peut-être avancer.



Nous vous rappelons la date et l'heure de

l'Assemblée Générale Annuelle de l'ALEPS

le Mercredi 11 juin à 17 heures

L'Assemblée Générale devrait être l'occasion de remettre le 17ème prix du Livre Libéral et le 7ème prix de la meilleure rubrique économique. Ce sera encore l'occasion de partir à la conquête de nouveaux relais, de nouveaux soutiens. Il faut sans cesse en élargir le cercle, et sans doute se lier avec de jeunes gens susceptibles de fournir une génération libérale dont la classe politique a bien besoin.

L'Assemblée est ouverte aux adhérents de l'ALEPS, mais les amis et en particulier les lecteurs de la Nouvelle Lettre sont traditionnellement les bienvenus.

Nous vous tiendrons au courant du lieu de l'Assemblée et des modalités d'inscription, vous pouvez aussi avoir des nouvelles plus fraîches en consultant le site de l'ALEPS www.libres.org.



L'ÉTHIQUE DE L'ENTREPRENEUR

21e colloque du Centre d'éthique économique

Judi 19 juin et Vendredi 20 juin

salle des Actes de la Faculté de Droit d'Aix en Provence

Voici un colloque que nombre de libéraux fréquentent depuis des années, parce qu'il s'intéresse à la dimension éthique du libéralisme.

C'est notre ami le Professeur Jean Yves Naudet qui l'organise et prononce le rapport introductif.

Cette année un moment particulier sera l'hommage rendu au Professeur Jean François Mattéi, qui a si souvent prononcé la première leçon du colloque et qui a disparu il y a deux mois.

Dans le programme de ce 21ème colloque, qui sera détaillé dans la prochaine Lettre on notera les communications de Jean Yves Naudet bien sûr, mais aussi de Chantal Delsol, Pierre Garelo, Jean Pierre Centi et Pascal Salin.

CENTRE DE RECHERCHES EN ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE

Secrétariat du colloque : Françoise Bensakkoun - Téléphone : 04.42.17.28.73 - Télécopie : 04 42 17 28 59
e.mail : francoise.bensakkoun@univ-amu.fr ou fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr
site internet : www.centre-ethique.univ-cezanne.fr



UNIVERSITÉ EUROPÉENNE
DES LIONS

Aix-en-Provence, 22 - 29 Juin, 2014



Pour les étudiants, Université Européenne des Lions

Aix en Provence (22-29 juin)

Un nouveau visage de l'Europe ?

Séminaire de découverte et de débats pour les étudiants (autour de 18-25 ans) engagés dans des études supérieures (peu importe leur nature).

Dans un esprit d'ouverture ce séminaire (un groupe en français, l'autre en anglais) est proposé à tous les étudiants, avec ou sans parrainage d'un Lions Club. En tout état de cause se reporter au site summeruniv.com pour obtenir informations sur le programme et modalités d'inscriptions.